



Comité de coordination des travailleurs et travailleuses universitaires de l'Ontario

## **Un important message à l'intention de tous les travailleurs des universités, membres du SCFP, en Ontario**

Les travailleurs des universités de la province sont sous attaques du gouvernement Ford. Les dirigeants du CCTUO collaborent avec le SCFP-Ontario et le SCFP national pour défendre de bons emplois et une éducation postsecondaire de qualité.

Savoir, c'est pouvoir. C'est pourquoi nous mettons à disposition de chaque travailleur des universités, représenté par le SCFP, des informations sur la situation, sur les mesures de soutien et sur les moyens à prendre pour repousser les attaques de Doug Ford.

### **Où en sommes-nous actuellement?**

Le gouvernement Ford s'en est pris aux universités sur plusieurs fronts. Vous trouverez ci-dessous une liste des principaux enjeux mis de l'avant par Doug Ford.

**De véritables compressions budgétaires** – Le gouvernement Ford a annoncé une réduction de 10 % des droits de scolarité. « Non capitalisé » signifie que les universités n'ont pas reçu de financement supplémentaire pour compenser cette perte de revenus, ce qui a entraîné une diminution moyenne de 4 % de leur budget opérationnel, soit plus de 400 millions de dollars à l'échelle de la province. Les licenciements d'enseignants contractuels et les réductions de personnel ont déjà commencé.

**Le Projet de loi 124, ingérence dans la négociation** – Le Projet de loi 124, la *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, a été déposé à l'Assemblée législative le 5 juin. S'il est adopté, il imposera une « période de modération » de trois ans aux lieux de travail syndiqués et non syndiqués, ce qui plafonnera les augmentations et la rémunération globale à 1 % par an. Il s'appliquera à un large éventail de salariés, d'employeurs et de syndicats en Ontario, y compris les universités et les collèges.

**Commercialisation de la formule de financement des universités** – Des modifications à la formule de financement des universités ont été annoncées. La prise en charge sera associée à des mesures du marché du travail et des activités de commercialisation imparfaites, sapant la recherche fondamentale et réduisant le financement des plus petits départements enseignant la pensée critique. Ces changements auront des effets considérables sur les décisions budgétaires prises par les administrateurs des universités et exerceront une pression à la baisse supplémentaire sur les salaires.

**Retrait du financement des syndicats d'étudiants et des services démocratiques** – La mesure en faveur de la liberté de choix annoncée par le gouvernement Ford a éliminé les cotisations stables par élève (similaires au financement des syndicats via la Formule Rand) pour les syndicats d'étudiants et le mouvement étudiant national par le biais d'une réduction du financement alloué à la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants. Dans le même temps, les prélèvements démocratiques pour services se sont faits sur une base volontaire. Combiné, cela a donné lieu à des coupures aux centres de la fierté, aux centres pour femmes, à la radio et aux journaux universitaires ainsi qu'aux groupes de recherche d'intérêt public (GRIP). Les compressions budgétaires ont entraîné d'importantes pertes d'emplois pour la section locale 1281 du SCFP, qui représente de nombreux employés fournissant ces services.

**Attaques contre la liberté d'expression sur le campus** – Le gouvernement Ford a demandé à toutes les universités de mettre en œuvre des politiques limitant la liberté d'expression et d'action sur les campus. La nature réactionnaire de ces politiques permettra aux groupes d'extrême droite, racistes et autres extrémistes de pouvoir s'exprimer pleinement et d'organiser des événements sur le campus, tout en interdisant les manifestations contre ces points de vue. Les universités qui ne se dotent pas de tels codes pourraient subir de nouvelles pertes de financement provincial.

**Coups à l'aide financière aux étudiants** – Le gouvernement Ford a apporté des modifications régressives au Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO). Il a supprimé les subventions et il a obligé tous les étudiants à s'endetter avant de pouvoir se prévaloir de bourses. Cela compromet l'accès aux études postsecondaires et alourdit le fardeau de la dette insoutenable pour les étudiants issus de communautés marginalisées. La plupart des élèves verront leur coût d'ensemble augmenter, en dépit de la réduction de 10 % des droits de scolarité.

**Des attaques contre la sécurité de la retraite** – Le gouvernement Ford a annoncé son intention de sabrer les conventions collectives en ce qui concerne les travailleurs qui continuent d'être rémunérés pour le travail qu'ils accomplissent après un certain âge. Les attaques contre le droit d'être payé pour son labeur sont centrées sur les professeurs. Mais, il se peut que les cols bleus soient affectés. La politique âgiste du gouvernement semble reposer sur le fait que les travailleurs plus âgés quitteront leur emploi à l'université s'ils peuvent toucher leur rente de retraite.

## **Quelle sera la suite?**

En collaboration avec le SCFP-Ontario et le SCFP national, le CCTUO se prépare à riposter contre le gouvernement Ford. Le SCFP-Ontario a prévu des réunions régionales à l'intention des dirigeants et des membres afin de les tenir au courant et de discuter de nos plans pour défendre les bons emplois et les services publics dans toute la province.

Pour en savoir plus sur le moment et sur le lieu des réunions, consultez le site Web du SCFP-Ontario à l'adresse <https://cupe.on.ca/fr/>.

Pour lire des débriefages et des articles et pour en savoir plus sur les prochaines actions et campagnes spécifiques à l'enseignement postsecondaire, consultez le site Web de nos partenaires à l'adresse [campuscoalition.org](http://campuscoalition.org).

Si votre section locale est présentement en négociation, il est important, tant comme syndicat que personnellement, de continuer à négocier et de faire comme si le Projet de loi 124 n'existait pas. À ce stade, ce Projet de loi n'a été adopté qu'en première lecture et n'a pas encore été consenti. Même s'il l'est, il peut être modifié. Si le Projet de loi 124 *devient* loi, nous le combattons par tous les moyens à notre disposition.

Enfin, il est impératif que vous restiez en contact avec votre section locale et que le gouvernement et votre employeur sachent que vous êtes solidaire de vos dirigeants.

Ensemble, nous repousserons l'attaque de Doug Ford contre de bons emplois et la qualité de l'enseignement postsecondaire.